

L'INDESCRIPTIBLE DÉSORDRE CONSTANTINOIS

«Un nouveau plan de circulation», disent-ils. Eux, ce sont, d'une part, des fonctionnaires aux compétences tout à fait relatives et d'autre part, des élus qui n'ont qu'une connaissance approximative d'une ville qu'ils prétendent représenter.

A partir de ce samedi 19 juillet, ils ont décidé, en parfait accord, d'improviser plutôt un schéma insensé pour les usagers du transport urbain. Autant dire qu'ils s'apprêtent à ajouter du désordre aux désordres anciens. Sous la dictée d'un commis de l'Etat, aux méthodes souvent contestables, ils vont expliquer aux Constantinois que ces «légers» (sic) désagréments ne dureraient que trois années ! L'on a bien relevé qu'ils comptent en années et que la mauvaise foi en la matière s'accroche là où elle peut. Ah ! Ce grand œuvre que sera le tramway du futur, combien de franchises va-t-il encore coûter aux plus modestes des résidents de cette ville ? Une panacée, nous dit-on, mais qui est déjà une source féconde d'anecdotes croustillantes. Ce n'est certes pas encore la blague nationale du métro d'Alger mais cela ne saurait tarder lorsqu'on mesurera, par comparaison, ce que son passage va coûter comme défigurations urbaines. Le stade mythique de Benabdelmalek, dont on s'attelle d'ores et déjà à amputer d'une historique

tribune, en est un solide acte d'accusation.

Comme ils affectionnent les formulations clinquantes, en guise de défense, ils n'arrêtent pas d'invoquer le caractère «structurant» de ce transport sur les rails quand le simple bon sens aurait dû les pousser à plus de mesure. Un rocher aux rues étroites et pentues subira ce passage de voies ferrées comme autant de balafres. Dans une ville au surpeuplement pénalisant, la problématique du transport urbain ne date pas de l'époque actuelle. N'ayant jamais bénéficié d'un traitement rationnel, il fut chaque fois livré à de fantaisistes bureaucrates qui jonglèrent avec la création de stations et la découpe des dessertes au profit du privé et au détriment d'une régie communale.

C'est justement l'histoire d'une grande pagaille remontant au début des années 90 qu'il faut rappeler pour mieux appréhender ce fantasme du temps présent qui voudrait convaincre qu'un tramway à lui seul peut imposer un ordre et une rationalité dans ce domaine.

Jadis il était tout à fait vrai que pour se rendre à Sidi Mabrouk, il suffisait d'un quart d'heure de patience avant de prendre un bus. A l'inverse, quand vous avez le malheur d'habiter la cité El-Gamas, il vous en coûtera de la patience et de l'argent pour accéder à un taxi collectif. Une situation

contrastée et extrêmement injuste qui illustre parfaitement le désordre indescriptible qui régentait le secteur. Il s'y alignait dans les stations centrales (la brèche et Kerkri) deux, trois et même quatre bus allant dans une même direction quand dans le quai mitoyen s'allongeaient des queues de passagers attendant, eux, un hypothétique et inconfortable «TATA», lequel n'effectuait qu'une rotation toutes les trois heures. Et pour cause, ici la ligne est juteuse et là-bas un peu moins car l'affluence et l'éloignement étaient dissuasifs. C'est qu'il en était de Constantine, comme des autres villes où le principe de service public a perdu toute signification dès lors qu'aucun cahier des charges contraignant n'obligeait les transporteurs. L'incursion des opérateurs privés dans le réseau urbain devenue progressivement une position de monopole n'a pas eu des effets bénéfiques sur le taux de couvertures, comme le laissait entendre l'administration pour se défendre de ses errements et de son laxisme. Car il est de notoriété commerciale que le souci de rentabilité incarné par le privé occulte toute autre préoccupation. Même la régie communale moribonde pourtant concessionnaire exclusive du réseau renonça à cette concurrence déloyale et disparut grâce paradoxalement à une campagne orchestrée contre elle par

l'hôtel de ville lui-même ! Faut-il à ce sujet rappeler qu'une véritable procédure maffieuse impliquant la wilaya, l'APW et l'APC soldera son compte au milieu des années 90. Avec une flotte vieillotte et mal entretenue mais également d'immenses charges de gestion elle fut allègrement sacrifiée et dépouillée de son patrimoine immobilier.

Victimes d'une loi stupide concoctée à l'époque par le ministre des Transports (10 mai 1988), les régies communales disparurent les unes après les autres. Autant dire que le ministère en question fut uniquement soucieux de s'attaquer à ce qui lui semblait un insupportable monopole sans avoir pris les précautions suffisantes pour préserver le préalable de «service public». Ainsi, l'accès à l'immatriculation d'un véhicule de transport collectif et le formalisme ridicule du cahier des charges sans contraintes ont permis la constitution d'un lobby puissant organisé en association et en groupes d'intérêts (les moudjahidine), jusqu'à faire désormais figures de partenaires influents dans l'élaboration et l'organisation des dessertes. En dépit de l'arrivée sur le marché du transport de l'entreprise publique ETC en 2007, qui, il est vrai, s'illustre par la qualité de son service et la régularité de ses navettes, les 227 bus qui constituent la flotte privée gardent toujours la main-mise sur les deux



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

tiers du potentiel voyageurs. Sur les deux à trois millions de passagers mensuels qui constituent la manne du privé, combien le tramways de 2011 se projette-t-il de récupérer ? Au mieux, ceux des cités périphériques qui sont si mal desservis par ces lobbies qui seraient parfaitement prêts à céder des destinations lointaines et à la marge bénéficiaire réduite. Tout est donc dans cette paradoxale transaction de dupes qui croit casser un monopole par le tramway, alors qu'elle contribue au délestage du privé de son réseau à faible plus-value.

En attendant que ce tramway vienne enfin mettre de l'ordre, Constantine vient de s'installer, et pour longtemps (3 ans au moins), dans un somptueux désordre. Un simple désagrément de 1100 jours rappelle cyniquement nos très coûteux bureaucrates.

B. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



LES BONNES CLÉS, C'EST TOUT !

On a enfin le détail sur l'attentat qui a ciblé Abdekka à Batna :

Il a échoué !

Le chef du gouvernement — à ne pas confondre avec le coordinateur à poils — a réuni un conseil interministériel restreint «spécial sécurité». Face à lui, le patron des policiers et le patron des gendarmes. Lors de cette rencontre blindée, on a évoqué la question du terrorisme, et je suppose, la manière d'en finir avec les tingos. C'est bien. C'est même très bien que l'on trouve enfin aujourd'hui le temps de se réunir autour d'une question taboue, celle de la lutte anti-intégriste. Ça nous change un peu des conseils ministériels élargis, super élargis autour de la question des... élargis et de la longueur et de la profondeur du tapis rouge à dérouler sous leurs sandales crasseuses. Ceci étant dit, ce genre de conseils «spécial sécurité» a besoin d'un certain nombre de clés pour être efficace. Première clé : retirer gentiment le trousseau de... clés au bonhomme qui s'amuse de manière quasi sadique à ouvrir les portes des cellules où crouissent les tingos. Deuxième clé : instruire les forces de sécurité en opération qu'elles ne sont plus tenues de poser la question préalable aux terroristes accrochés au maquis «souhaitez-vous vous rendre ? Vous bénéficierez ainsi des lois sur la récon-

ciliation». Non ! Désormais, cette question, les forces de sécurité pourront la poser après. Après avoir abattu les tingos. S'ils répondent, c'est bien. Sinon, tant pis ! Troisième clé : si malgré toutes ces précautions d'usage, malgré cette manière d'agir, il se trouve que nos forces de sécurité procèdent à des arrestations, chopent des barbus vivants (nul n'est infailible !), veiller alors à sanctionner avec la plus grande sévérité les membres des forces de sécurité qui se seront rendus coupables de ces arrestations. Car à ce niveau-là de responsabilité, les fautes professionnelles, telles que l'arrestation d'un tingo vivant, sont intolérables. Et puis, une clé supplémentaire, en rab, pour la route : supprimer le privilège de la garde rapprochée accordé à Ali Benhadj. Il a grandi, il a poussé, il est en âge de maturité, un âge où l'on peut marcher tout seul, sans protection particulière. Ça lui permettra de mesurer ainsi le degré de «paix» atteint par le pays. Finalement, à bien y regarder, y'avait même pas besoin d'un conseil restreint, mais juste d'un trousseau de clés. De ces clés qui libéreront enfin l'Algérie de la tentation criminelle de pactiser avec les tingos et l'islamisme. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.